COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

(CILSS)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU BETAIL ET DE LA VIANDE DU CONSEIL DE L'ENTENTE

(CEBV)

3988

ETUDE DES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION DU BETAIL, DE LA VIANDE ET DES PRODUITS DE L'ELEVAGE DES PAYS DU SAHEL, ET DES PAYS COTIERS

GHANA

Rapport rédigé par Dr. Henry P. Josserand-Economiste OCDE - Clu b du Sahel

DRAFT

Juin 1991

3288

ETUDE SUR LA DEMANDE EN PROTEINES ANIMALES

DANS LES PAYS COTIERS -

LE CAS DU GHANA

Henri P. Josserand
Juin 1991

Les idées exprimées et les fait exposés dans ce document le sont sous la responsabilité personnelle de son auteur, et n'engagent pas nécessairement l'OCDE, le Club du Sahel ou le CILSS.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1

I. STRUCTURE DE LA DEMANDE ACTUELLE EN PROTEINES ANIMALES 2

A. Population 2

B. Consommation Alimentaire Générale 2

1. Le Poisson 3
2. La Viande 3

III. STRUCTURE ET DETERMINANTS DIRECTS DE LA DEMANDE ACTUELLE 7

IV. DETERMINANTS STRUCTURELS DE LA DEMANDE, ET EVOLUTION ANTICIPEE 9

A. Cadre Macroéconomique Général 9

V. EVOLUTION ANTICIPEE DU RAPPORT DEMANDE/OFFRE 11

A. La Demande 11

B. L'Offre 12
1. La Pêche 13
2. L'Elevage 13
3. Politique Commerciale 14

VI. CONCLUSIONS 15

ANNEXE - Liste des Personnes Rencontrées 16

INTRODUCTION

L'objet de ce travail était d'établir dans quelle mesure certains pays côtiers, en particulier la Côte d'Ivoire et le Ghana, pourraient constituer des marchés importants pour les exportations de bétail en provenance du Sahel.

La démarche adoptée consistait à:

- Etablir le niveau et la structure de la consommation en protéines animales;

- Identifier les sources d'approvisionnement pour la satisfaction de cette consommation, en particulier, les parts respectives de la production nationale, et des importations en animaux sur pied et en viande du marché mondial;

- Anticiper l'évolution générale de la demande en protéines et déterminer les probabilités d'un changement dans les proportions des différentes sources d'approvisionnement;

- Le cas échéant, suggérer les mesures que pourraient prendre les Etats (p.e. réduction des couts de transaction sur les animaux importés de pays Sahéliens, amélioration de l'efficacité de la filière de commercialisation, réduction des obstacles ou délais au paiement des exportateurs Sahéliens).

Ce travail constitue une contribution à un effort plus large d'étude des circuits commerciaux du bétail et de la viande en Afrique de l'Ouest engagé par le CILSS, avec financement Italien et appui technique de SOMEA, et la CEBV, avec financement Français, et appui technique du BDPA.

Nous adressons nos plus vifs remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu offrir leur temps, informations et expérience pendant la réalisation de cette étude; la liste des personnes contactées apparait en annexe.

LE GHANA

I. STRUCTURE DE LA DEMANDE ACTUELLE EN PROTEINES ANIMALES

A. Population

La population actuelle du Ghana s'élève à environ 15 millions d'habitants, dont environ 2 millions dans la zone urbaine étendue du "Greater Accra".

Les chiffres les plus détaillés sur la répartition par région et par milieu, urbain ou rural, datent de 1984. On estime que la population va croitre globalement au taux de 3 à 3,2% par an entre 1995 et 2000.

POPULATION DU GHANA, MARS 1984

	Total	Rural	Urban
Western	1.157.081	896.041	261.040
Central	1.142.335	813.139	329.196
Gr. Accra	1.431.099	242.821	1.188.278
Eastern	1.680.890	1.214.614	466.276
Volta	1.211.907	964.001	247.906
Ashanti	2.090.100	1.410.350	679.750
Brong-A.	1.206.608	885.502	321.106
Northern	1.164.583	871.121	293.462
Upper W.	438.008	390.459	47.549
Upper E.	772.744	673.237	99.507
GHANA	12.295.355	8.361.285	3.934.070

SOURCE: Quarterly Digest of Statitics, June 1990.

B. Consommation Alimentaire Générale

La demande alimentaire de base est dominée par un ensemble diversifié de tubercules parmi lesquelles la substitution est aisée. Les tubercules et plantains fournissent en fait deux fois plus d'équivalent grain par capita (112 Kg/an) que ne le font les céréales (57 Kg). Les besoins en protéine animale sont satisfaits en majeure partie par le poisson: environ 24 Kg/cap/an. La consommation de viande de toutes origines est inférieure à 10 Kg/personne/an.

1. Le Poisson

Le tableau ci-aprés montre l'estimation du disponible global dont on dérive la demande apparente en poisson. Quelques faits méritent d'être soulignés; en premier lieu, la production nationale maritime dépend essentiellement (2/3) de la pêche artisanale; deuxiémement, la pêche continentale apporte une contribution non-négligeable au total; finalement, les importations ne constituent qu'environ 6% du disponible total.

STRUCTURE ET EVOLUTION DU DISPONIBLE EN POISSON
(Tonnes métriques)

	1988	1989	(%)	1990
Pirogues	244.042	220.878	64%	nd
Pêche cotière	7.414	12.657	4%	nd
Pêche industrielle	16.042	23.073	7%	nd
Crevettiers	-	380	0%	nd
Thonniers	35.433	32.294	9%	nd
Re-exp. thon	29.572	21.543	6%	nd
S/Total net marine	273.359	267.739	78%	nd
Pêche continentale	57.000	57.660	17%	57.700
S/Total Prod.Ghana	330.359	325.399	94%	
Importations	6.000	20.000	6%	22.600
DISPONIBLE TOTAL	336.359	345.399	100%	

Source: Ministry of Agriculture, Fisheries Dept.

2. La Viande

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des effectifs nationaux,

	1983	1984	1985	1986	1987
Bovins	1.005.067	1.080.076	1.072.148	1.134.303	1.173.561
Ovins	1.569.448	1.955.120	2.037.548	1.778.154	2.142.099
Caprins	1.484.021	1.715.376	1.599.387	1.553.438	1.847.722
Volaille	5.372.083	4.542.891	8.785.376	4.899.182	6.634.019
Porcins	345.355	416.741	423.265	424.671	488.457

Ces chiffres impliquent des taux de croissance moyens assez élevés, qui reflètent, pour les ruminants, une immigration nette d'animaux installés dans les zones Nord du pays:

Bovins	3,95%	par an
Ovins	8,15%	"
Caprins	5,6%	"
Volaille	5,42%	"
Porcins	9,1%	"

Source: Ministry of Agriculture,
Animal Health and Production Dept, et GTZ.

Les importations d'animaux sur pied sont difficilement contrôlables, et on n'en a qu'une idée approximative. En comparant deux sources indépendantes, on peut cependant constater que depuis leur niveau maximum des années 1960-65 (près de 70.000 têtes/an) elles ont chuté régulièrement jusqu'aux bas niveaux actuels.

IMPORTATIONS OFFICIELLES
DE BETAIL (têtes)

	Bovins (a)	Bovins (b)	Ovins (a)	Caprins (a)
1985	371	2.900	9.169	2.324
1986	137	200	156	20
1987	-	-	3	1
1988	325	-	253	28
1989	188	-	151	11
1990	-	299	-	-

Sources: (a) Ministry of Agriculture,
Animal Health and Production Dpt.
(b) Rep. du Burkina Faso, Ministère de l'Agriculture et de l'élevage.

Dans le cadre des nouvelles politiques de libéralisation économique, les importations d'animaux sur pied et de viandes ne sont plus confiées au Meat Marketing Board, celui-ci ne joue plus qu'un rôle de boucherie en gros. Etant donné la faible part du marché qu'il occupe, et ses pertes financières continues, sa suppression est envisagée.

Les flux de bétail proviennent principalement des trois régions du nord, les animaux étant rassemblés sur les marchés de Bawku, Bolgatanga, Wa, Tamale, et Techiman. Après inspection sanitaire et délivrance du permis de transport, ils sont expédiés par camion vers les marchés finaux de Kumasi, Tema, et

Accra. D'après une étude récente[1], le système de commercialisation traditionnel fonctionne relativement bien, les prix étant déterminés par le libre jeu de l'offre et de la demande. Les marges commerciales sont de l'ordre de 9 à 20%.

La répartition des prix sur d'importants marchés du Nord, du centre et de la zone côtière donne une idée des marges liées au transport et à la commercialisation des animaux.

PRIX DE DETAIL MOYEN DU BOEUF
Mars 1991, Cedis/Kg

Kumasi	1400	(Ashanti)
Obuasi	1400	
Accra	1330	)
Cape Coast	1250	) Région
Tema	1250	) Cotière
Sek./Takoradi	1100	)
Mankessim	1100	
Techiman	1100	
Wa	1000	(Upper West)
Koforidua	840	
Ho	770	
Bolgatanga	730	(Upper East)
Tamale	700	(Northern)
Sunyani	680	(Brong-A)

Source: Ministry of Agriculture,
PPME Dept.

La libéralisation des importations en a simplifié et facilité la gestion. Cependant, ceci implique que le contrôle et le suivi statistique des importations sont très décentralisés. L'administration essaye pourtant de remettre ce suivi à niveau, pour que les informations nécessaires au suivi de l'application des politiques soient disponibles. Le tableau ci-dessous compare les demandes d'importations et les importations effectives pour les quatre premiers mois de 1991.

---

[1] National Livestock Services Project - Preappraisal Mission, 1991.

IMPORTATIONS DE VIANDES, GHANA, 1991
DEMANDES D'IMPORTATIONS ET IMPORTATIONS REELLES

	BOEUF CONGELE	BOEUF SALE	PIEDS PORC	MORCEAUX VOLAILLE	TOTAL MOIS
Janvier:					
- Demandes	2.356,4	117,9	116,5	1.254,3	3.845,1
- Import.	940,3	12,6	-	1.203,4	2.156,3
Février:					
- Demandes	3.209,9	219,0	112,0	599,7	4.140,6
- Import.	1.497,4	-	37,8	380,7	1.915,9
Mars:					
- Demandes	1.691,1	42,0	169,4	788,0	2.690,5
- Import.	1.706,9	-	126,0	380,0	2.212,9
Avril:					
- Demandes	2.059,4	119,1	11,1	976,4	3.166,0
- Import.	2.016,0	156,0	-	934,1	3.106,1
TOTAL					
- Demandes	9.316,8	498,0	409,0	3.618,4	13.842,2
- Import.	6.160,6	168,6	163,8	2.898,2	9.391,2
% importé	66,1%	33,9%	40,0%	80,1%	67,8%

Source: Ministry of Agriculture,
Animal Health and Production Dept.

En tenant compte des niveaux d'importations approximatifs des années précédentes, et de la saisonnalité des importations de poisson et de viande (qui cessent virtuellement de juillet à Novembre en raison de l'abondance de poisson local), on estime que les importations annuelles de viande sont de l'ordre de 12 à 15.000 tonnes. Les bas morceaux de boeuf et de volaille (ailerons de poulet, croupions de dindes) constituent l'essentiel des produits importés.

Le disponible et la demande apparente en viande, sur la base de 1987, peuvent être estimés ainsi:

DISPONIBLE NATIONAL EN VIANDE

	1987	taux expl.	E.C.A. Kg.	Tonnes E.C.A.
Bovins	1.173.561	0,1	100	11.736
Ovins	2.142.099	0,25	10	5.355
Caprins	1.847.722	0,25	10	4.619
Volaille	6.634.019	0,75	0,7	3.483
Porcins	488.457	0,6	30	8.792
TOTAL				33.985
Importations:				
Betail	1000	1	200	200
Viande				10.000
Grand total				44.185

Population 1987: 13.440.542

Consommation moyenne estimée: 3,29 Kg/cap/an

Source: Ministry of Agriculture,
Animal Health and Production Dept, and GTZ.

Si l'on ajoute la consommation de gibier ou "viande de brousse", le total par personne/an est de l'ordre de 5,5 Kg.

III. STRUCTURE ET DETERMINANTS DIRECTS DE LA DEMANDE ACTUELLE

Les revenus et les prix déterminent directement la demande en produits alimentaires. Le tableau ci-dessous montre le niveau et la distribution des dépenses des ménages selon le niveau de revenu. Le premier quintile, dont les dépenses globales sont les plus basses, dépense proportionnellement plus pour l'alimentation (70%) que les ménages plus aisés, qui dépensent globalement plus pour l'alimentation, mais une proportion inférieure du total (55%).

DEPENSES MOYENNES, PAR TYPE
SELON LE NIVEAU DE REVENU (Cedis)

	Total	Aliment. (%)	Non-Alim.
1er Quintile	141.831	99.859 70%	41.972
2ème "	235.473	160.548 68%	74.925
3ème "	303.684	200.624 66%	103.060
4ème "	345.075	223.685 65%	121.390
5ème "	402.231	222.024 55%	180.207

Source: Ghana Living Standards Survey, 1988.

La distribution des dépenses des ménages par type et par localité est instructive. La forte proportion de dépenses alimentaires à Accra et dans les autres villes ne devrait pas surprendre, cependant, la proportion des dépenses alimentaires en milieu rural semble relativement élevée, par rapport à d'autres pays Africains. Ceci est probablement dû à deux facteurs: la diversité de la consommation alimentaire, et l'importance des activités rurales non-vivrières (cultures d'exportation, mines, etc.).

DISTRIBUTION DES DEPENSES PAR LOCALITE
ET PAR TYPE DE DEPENSES

	ACCRA	AUTRES VILLES	ZONES RURALES	ENSEMBLE
	en			
Achats alimaires	48	41	30	35
Auto-consommation	1	15	38	28
Achats Non-Aliment	51	44	32	37

Source: Ghana Living Standards Survey, 1988.

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION
ZONE URBAINE (1977=100)

	Combiné	Aliment.	Poisson " (prix de gros)	"	Boeuf (cedis/kg)
1978	171,5	163,8		"	
1979	256,5	248,7	291,0	"	
1980	363,0	342,2	397,5	"	
1981	800,4	755,2	659,7	"	
1982	977,6	1059,3	882,6	"	
1983	2102,6	2645,9	1404,4	"	
1984	2959,7	2932,4	3040,8	"	
1985	3329,2	2496,1	6383,7	"	276,6
1986	4267,1	3000,1	8832,2	"	320,3
1987	6118,7	4279,5	10898,1	"	487,7
1988	8111,8	5859,1	13342,6	"	548,8
1989	10266,2	7443,9	19345,2	"	770,0
				"	1000,0

Taux de croissance de l'indice depuis 1985:

(32,5%) (31,5%) (31,9%) (29,4%)

Source: Quarterly Digest of Statistics, June 1990.

Comme on peut le voir, l'augmentation de l'indice des prix a été considérable, reflétant les hauts niveaux d'inflation qui ont caractérisé le Ghana ces dernières années. Les prix de la

viande et du poisson ont évolué de façon sensiblement égale, mais leurs niveaux demeurent très différents. Actuellement, un kilogramme de poisson coûte environ 540 cédis au détail, par rapport à près de 600 cedis/kg pour les bas-morceaux de boeuf importé, et au moins 1.000 cédis/kg pour le boeuf local ou la viande d'animal Sahélien. La volaille locale est aussi nettement plus chère que les découpes importées.

IV. DETERMINANTS STRUCTURELS DE LA DEMANDE, ET EVOLUTION ANTICIPEE

A. Cadre Macroéconomique Général

L'économie Ghanéenne est caractérisée par un taux de croissance prononcé depuis 1983. Cependant, le niveau de revenu national demeure très bas (inférieur à celui de 1970 en termes de revenu réel par habitant), le taux d'inflation reste difficile à comprimer, et la faiblesse des investissements privés persiste.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Produit Intérieur Brut (millions de Cedis)							
Total	5.158	5.420	5.702	5.976			
Agriculture	2.780	2.798	2.890	2.891			
Industrie	599	705	758	844			
Services	1.917	2.061	2.195	2.401			
PIB/Capita (US$)		426	436	446	461		
Taux de croissance(%)		2.4	2.3	2.3	3.4		
Taux annuel inflation(%)	10.4	24.6	39.8	31.4			
Taux changement des:							
Prix à la Consomm.	40,2	24,8	36	28,2	23,6		
Prix Prod. Aliment.	11	18,4	35,5	31,4	23,9		
Indice du salaire minimum réel (1970=100)		34,8	35,9	32,1	30,7		

La dévaluation considérable du cédi, ainsi que l'augmentation réelle des prix aux producteurs pour le cacao ont donné un coup de fouet aux exportations[2], mais celles-ci n'ont pas encore retrouvé les niveaux de 1970, sauf dans le cas de l'or. La balance des paiements reste donc largement déficitaire. Toutefois, ce déficit, ainsi que celui du compte courant sont compensés par des apports nets de capitaux extérieurs:

---

[2] En valeur, le cacao et l'or ont représenté 80% de la moyenne des exportations de 1986-87.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Balance des Paiements (millions US$)							
Exp. biens/svces	605	672	797	906	918		
Imp. biens/svces	810	858	968	1199	1289		
Solde ressources	-205	-186	-171	-293	-371		
Déficit compte cour.	-214	-264	-204	-224	-309		
Capitaux nets	196	135	185	375	434		
dont aide nette	196	179	334	406	452		
Taux change nominal (cedis/US$)	36	54	106	162	202	270	300
Prix producteurs Cacao (termes réels)	38	62	75	89	84		
Indice du Volume des Exportations principales, (1977=100):							
Cacao	60	68	77	85	73		
Agrumes	23	38	44	75	78		
Or	72	72	74	80	100		

Sources:
- Ghana, Quarterly Digest of Statistics, June 1990 Statistical Services, Accra
- World Bank Debt Tables, 1988.
- Ministry of Agriculture, Policy Planning Monitoring & Evaluation Unit.

Le maintien de la reprise économique du Ghana dépendra donc de la tenue des exportations (et de leur valeur sur le marché mondial), de la capacité des autorités à juguler l'inflation et à favoriser la reprise de l'investissement privé.

L'évolution prévue des prix relatifs des exportations et importations du Ghana, et des termes de l'échange, n'est pas très favorable:

	Prix Export	Prix Import	Termes Echange
1988	98	98	100
1989	87	103	84
1990	89	106	84
1991	91	110	83
1992	96	114	84
1993	101	119	85
1994	105	123	85
1995	110	128	86

Cependant, la compétitivité des prix export et le potentiel productif devraient permettre une croissance des exportations en termes réels pour la plupart des produits:

Taux de croissance Anticipés pour les Exportations
(Cedis constants de 1984)

	1986-88	1988-92	1992-95
Cacao et dérivés	-1,7	8,1	2,5
Or	13,7	15	5,7
Agrumes	36,2	4,3	2,9
Electricité	8,1	0	0
Produits pétroliers	-8,5	0	0
Manganèse	6,1	5,1	0
Diamants	-25,8	-2,4	0
Bauxite	9,5	3,9	0

Pour ce qui est du contrôle de l'inflation et de la reprise de l'investissement privé, on doit admettre que la politique économique et monétaire du Ghana oppose ces deux objectifs, tout au moins pour le court terme. En effet, l'approche préconisée pour lutter contre l'inflation consiste à réduire la masse monétaire en créant une "aspiration" importante par le biais du secteur bancaire et de taux d'intêret réels nettement positifs. En attendant que le "refroidissement" monétaire escompté prenne effet, il est clair que les taux d'intérêt nominaux (qui dépassent 30%) placeront le crédit commercial hors de la portée des petits emprunteurs et investisseurs.

V. EVOLUTION ANTICIPEE DU RAPPORT DEMANDE/OFFRE

A. La Demande

Etant donné les perspectives économiques, que peut-on dire de l'évolution anticipée de la demande?

Les autorités Ghanéennes prévoient que le revenu par personne va augmenter d'ici l'an 2000 d'environ 2,8% par an en termes réels, la croissance la plus rapide ayant lieu dans les régions de Greater Accra, et de l'Ouest[3].

L'élasticité de la demande par rapport au revenu a été estimée à partir de la Ghana Living Standards Survey pour les produits principaux:

---

[3] Ministry of Agriculture, Medium-term Agricultural Development Program, 1990.

Céréales:		Viande de:	
Blé	1,32	Bovin & Ov/Cap	1,18
Riz	1,04	Volaille	1,42
Mais	0,93	Autres	1,09
Mil	0,57		
Sorgho	0,57	Oeufs	1,2
		Lait	1,83
Non-Céréales:			
Cassava	0,97	Poisson	0,99
Yam	1,03		
Cocoyam	1,03		
Plantain	1,12		
Arachide	0,6		

Ces chiffres suggèrent que la demande en poisson devrait évoluer proportionnellement à la croissance du revenu, et que la demande en produits carnés serait proportionnellement plus rapide, surtout pour la volaille. Il ne faut cependant pas perdre de vue plusieurs facteurs importants: (i) toute évolution partira de niveaux de consommation actuels très disproportionnés; le poisson constitue la protéine animale principale, la volaille (y compris les importations) ne représente que 13% de la consommation apparente en produits carnés; (ii) les prix relatifs poisson/viande détermineront aussi fortement l'évolution de la demande pour les deux produits, or, les politiques commerciales envisagées par le Ghana ne sont pas de nature à renchérir le prix du poisson par rapport à celui de la viande.

B. L'Offre

La politique libérale du Ghana laisse libre cours aux importations de produits non subventionnés. Cependant, dans la mesure où la production nationale peut être compétitive, il est prévu qu'elle soit pleinement encouragée. Le programme d'investissement à moyen terme du secteur agricole (1991-1995)[4] donne une idée d'ensemble des grandes orientations:

[4] Ce ce programme n'est, pour l'instant, pas totalement financé.

	1991	1992	1993	1994	1995	Total (millions US $)
	millions de Cedis					
Routes et pistes rur.	5.872	8.762	8.563	8.860	8.880	136,5
Tech, Agric.	6.735	7.683	9.544	8.219	7.667	132,8
Pêche	2.616	2.704	1.272	769	2.251	32,0
Elevage	493	1.418	2.675	1.222	655	21,5
Transform, & Commerc,	3.540	4.334	2.419	2.645	2.245	50,6
Irrig,&Hydr.	3.398	4.187	4.993	7.315	9.865	99,2
Exec, & Suivi Programme	460	273	257	195	166	4,5
Total Général						477,2

On voit que ce programme, très "infrastructurel" laisse une place modeste à la production locale de protéines animales (6,7% des investissements pour la pêche, et 4,5% pour l'élevage). Examinons d'un peu plus près les perspectives de chaque sous-secteur.

1. La Pêche

Globalement, les perspectives d'accroissement des prises nationales sont limitées.

En ce qui concerne les stocks marins, la pêche artisanale fournit 2/3 des prises, or, les autoritées Ghanéennes estiment que les stocks concernés sont déjà exploités au maximum. Les populations de hareng qui s'étaient effondrées en 1972 sont pratiquement reconstituées, en revanche on déplore la quasi disparition de "trigger fish". De fait, la législation actuelle impose un moratoire sur la pêche par les armements modernes, nationaux aussi bien qu'étrangers. Pour ce qui est des ressources maritimes, le seul potentiel semble actuellement résider dans la pêche au thon, dont la majeure partie est re-exportée.

La pêche continentale offre de meilleures perspectives. On estime que les prises actuelles, de l'ordre de 57.000 tonnes par an pourraient s'accroitre d'au moins 20.000 tonnes à l'horizon 2000 par le développement de l'aquaculture, l'enrichissement et la meilleure exploitation de diverses ressources (rivières, lacs, vallées inondables).

2. L'Elevage

On doit constater que la charge sur les paturages est dèjà très lourde dans certaines zones des règions Upper East et Upper West (zone nord de refuge d'animaux du Sahel). La région d'Upper East souffre par ailleurs d'une dégradation écologique sérieuse, et de problèmes alimentaires.

Il est prévu que le développement à moyen terme de l'élevage au Ghana soit axé sur la santé et la nutrition animales, l'hydraulique pastorale, la réhabilitation des stations de recherche, et l'amélioration des espèces. Le coût total sur cinq ans serait de plus de $20 millions.

L'accent semblerait donc mis sur les gros et petits ruminants; la volaille et les porcins ne recevant, malgré un potentiel démontré de croissance rapide, que 6 et 4 pour cent des investissements prévus.

On prévoit cependant l'amélioration des infrastructures de marchés à bétail à Wa, Tamale, Techiman et Kumasi, à condition est que celles-ci soient gérées par les assemblées de district locales. Le transport local de la viande devrait être laissé à l'initiative privée, avec contrôle public du type et de l'état sanitaire des véhicules utilisés.

3. Politique Commerciale

Comme la Côte d'Ivoire, mais dans une bien moindre mesure, le Ghana est confronté au problèmes des importations de viandes congelées avantagées par les restitutions de la CEE. Même avec des droits et taxes à l'importation, les bas morceaux de boeuf importé CAF Tema à 277 Cedis/kg se vendent au détail à environ 575 Cedis/kg, alors que le prix du boeuf local est de près de 1.000 Cedis/kg.

Une étude récente[5] indique que sans restitutions, le prix CAF du boeuf importé serait de l'ordre de 688 Cedis/Kg, et son prix de détail d'environ 1.345 Cedis/kg.

Il est question que le Ghana institue un prélèvement compensatoire du même ordre que celui mis en vigueur en Côte d'Ivoire pour annuler l'effet des restitutions sur les viandes importées de la CEE. Ce prélèvement pourrait aller de 78 à 143% en fonction de la proportion de gras des morceaux importés.

---

[5] National Livestock Services Project, Preappraisal Mission, 1991.

VI. CONCLUSIONS

Les infrastructures de transport et les marchés à bétail Ghanéens ont grand besoin d'améliorations; celles-ci, ainsi que la réhabilitation du réseau routier ne pourront avoir qu'un impact positif sur les importations de bétail Sahélien.

Cependant il ne semble pas qu'il y ait d'obstacles "structurels" aux importations de bétail Sahélien. La politique commerciale est libérale, le monopole du Meat Marketing Board a été supprimé, la monnaie dont le taux varie librement est aisèment convertible (il n'y a pas de marché noir pour les devises), la filière de commercialisation privée est jugée relativement efficiente.

La contrainte principale proviendra plutôt du niveau des besoins en produits importés, et des rapports de prix avec le produit de substitution direct, le poisson.

Les besoins en protéines animales sont en majeure partie satisfaits par la production nationale (94% pour le poisson, 87% pour la viande). Actuellement, les prix relatifs sont tels que le Ghana n'a aucune raison de remplacer les importations de poisson ou de viande par du bétail Sahélien.

On estime que les revenus et la demande effective vont augmenter, mais certainement pas de façon spectaculaire, de telle sorte qu'un accroissement de la production nationale pourrait couvrir une bonne partie des besoins supplémentaires.

Même si le Ghana devait appliquer une politique commerciale majorant sensiblement le prix des viandes importées, le gain de compétitivité par la viande locale et Sahélienne serait en grande partie tempéré par la persistance d'un rapport défavorable avec le prix du poisson.

Par conséquent, il ne semble pas que le Ghana constituera un marché particulièrement porteur pour les marchands de bétail Sahéliens. Une augmentation des exportations de bétail vers le Ghana est plus que probable, mais il est douteux qu'on retrouve à brève ou moyenne échéance le niveau des 10.000 têtes par an.

ANNEXE - LISTE DE PERSONNES RENCONTREES

Dr. Al-Hassan, R. University of Ghana/Legon, Dept of Agriculture and Farm Management

Mr. Assofo, Fisheries Dept.

Dr. Dadson, J. University of Ghana/Legon, Chairman, Dept. of Agriculture and Farm Management

Mr. Denyo, Director, Fisheries Dept.

Mr. Dowouna, Chief Director, Ministry of Agriculture

Mrs. Lutderudt, PPME/Ministry of Agriculture

Mr. Marodon, Régis, Project Officer, Caisse Centrale de Coopération Econmique

Mr. Meijer, Jacob, Programme Officer, FAO/Ghana

Mr. Sode, J. Fonds Européen de Développement

Dr. Taylor, J.K. Directeur Dept. Production & Santé Animale Ministry of Agriculture

Mr. Teketel, H-M. Economiste, Banque Mondiale

Dr. Touade, Regional Livestock Officer, FAO